

CHAPITRE 3 : ETATS DE SYNTHESE

	PAGES
SECTION 1 : REGLES D'ETABLISSEMENT DES ETATS DE SYNTHESE	124
SECTION 2 : PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE	128
ANNEXE – MODELES DES ETATS DE SYNTHESE	154

SECTION 1 : REGLES D'ETABLISSEMENT DES ETATS DE SYNTHESE

La fonction d'information de la comptabilité normalisée est essentiellement assurée par les états comptables de fin de période, appelés « Etats de synthèse ».

1 - FINALITE ET NATURE DES ETATS DE SYNTHESE

Les états de synthèse, établis au moins deux fois par exercice, à la fin du premier semestre et à la clôture de l'exercice, au 31 décembre, sont l'expression quasi-exclusive de l'information comptable destinée aussi bien à la communication interne qu'externe.

Etablis selon les principes et règles du Plan Comptable des Etablissements de Crédit, ils doivent être réguliers et sincères et présenter une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et des résultats de l'établissement de crédit même au moyen, dans des cas exceptionnels à justifier, de dérogations à ces principes et règles, dans l'hypothèse où l'application de ces derniers ne permet pas d'obtenir cette image fidèle.

La représentation fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et de la formation des résultats de l'établissement est assurée par cinq documents formant un tout indissociable :

- le bilan ;
- le compte de produits et charges (CPC) ;
- l'état des soldes de gestion (ESG) ;
- le tableau de financement appelé dans le présent chapitre tableau des flux de trésorerie (TFT) ;
- l'état des informations complémentaires (ETIC).

2 - ETABLISSEMENT DES ETATS DE SYNTHESE

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables fondamentaux et des dispositions particulières qui ont pour objectif d'en assurer la pertinence, la fiabilité et la comparabilité dans le temps et dans l'espace.

Parmi ces principes comptables fondamentaux, la continuité d'exploitation, la permanence des méthodes, la spécialisation des exercices, la clarté et l'importance significative. Ces principes jouent un rôle prépondérant dans la préparation comme dans la présentation des états de synthèse.

Dans l'intérêt de l'établissement, pour sa propre information notamment, les états de synthèse peuvent être établis avec une périodicité trimestrielle ou mensuelle, en tout état de cause, ils doivent être établis, au moins deux fois par exercice, à la fin du premier semestre et à la clôture de l'exercice. Les établissements de crédit dont le total bilan dépasse un seuil fixé par Bank Al-Maghrib sont tenus d'établir certains états de synthèse à fin mars et fin septembre.

Leur présentation, identique d'une période comptable à une autre, doit être faite selon les modèles joints en annexe, quelle que soit la taille de l'établissement.

Le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie sont détaillés en rubriques elles-mêmes subdivisées en sous-rubriques.

Le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie font systématiquement mention, pour chaque rubrique, du montant net correspondant de la période comptable précédente. L'ETIC indique ce montant dans la plupart des cas.

Si les chiffres de la période comptable ne sont pas comparables à ceux de la période précédente, l'ETIC doit comporter les indications nécessaires pour permettre la comparaison.

Les états de synthèse sont tenus en dirhams et présentés en milliers de dirhams.

Même si leur montant est nul, les rubriques doivent distinctement apparaître dans les états de synthèse.

3 - ETABLISSEMENT DU BILAN

C'est l'état de synthèse traduisant en termes comptables d'emplois (à l'actif), de ressources (au passif) et d'engagements par signature (en hors bilan), la situation patrimoniale de l'établissement.

Le passif du bilan décrit les ressources ou origines du financement (en dépôts, emprunts et en capitaux propres et assimilés) à la disposition de l'établissement à la date considérée.

L'actif du bilan décrit les emplois économiques qui sont faits, à la même date, de ces capitaux (emplois en créances, en titres et en biens).

Le hors bilan décrit les engagements par signature donnés et les engagements par signature reçus.

Les droits et engagements qui ne figurent ni au bilan ni en hors bilan et qui peuvent avoir une influence significative sur le patrimoine, la situation financière ou sur les résultats sont mentionnés dans l'ETIC.

Le bilan est établi à partir des comptes de situation arrêtés en fin de période considérée, après prises en compte des écritures d'inventaire telles que corrections de valeur par amortissements et provisions, constitutions de provisions pour risques et charges, ajustements pour rattachement à l'exercice et régularisations. Il reprend au passif le résultat net de l'exercice ou de la période considérée, bénéficiaire ou déficitaire, déterminé dans le compte de produits et charges.

Le PCEC retient la règle d'intangibilité du bilan selon laquelle le bilan d'ouverture d'une période comptable est le bilan de clôture de l'exercice précédent ; les soldes des comptes du bilan de clôture d'un exercice sont systématiquement repris à l'ouverture de l'exercice suivant, sans qu'aucune correction ni modification puissent être apportée à ces soldes.

4 - ETABLISSEMENT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

C'est l'état de synthèse décrivant, en termes comptables de produits et de charges, les composantes du résultat net final.

Le CPC est établi à partir des comptes de gestion, produits et charges, tenus durant l'exercice ou la période considérée et corrigés par les diverses écritures d'inventaire.

Les rubriques constitutives du CPC sont :

- **pour les produits :**

- produits d'exploitation bancaire ;
- produits d'exploitation non bancaire ;
- reprises de provisions et récupérations sur créances amorties ;
- produits non courants.

- **pour les charges :**

- charges d'exploitation bancaire ;
- charges d'exploitation non bancaire ;
- charges générales d'exploitation ;
- dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables ;
- charges non courantes.

5 - ETABLISSEMENT DE L'ETAT DES SOLDES DE GESTION

L'ESG décrit à travers deux tableaux « en cascade » la formation du résultat net et celle de l'autofinancement.

Le tableau de formation des résultats fait apparaître notamment les soldes de gestion issus du compte de produits et charges dans l'ordre suivant :

- Marge d'intérêt ;
- Marge sur financements participatifs ;
- Part des titulaires de comptes de dépôts d'investissement ;
- Produit net bancaire ;
- Résultat brut d'exploitation ;
- Résultat courant ;
- Résultat non courant ;
- Résultat net de l'exercice.

Le tableau de détermination de l'autofinancement fait apparaître les soldes caractéristiques financiers suivants :

- Capacité ou insuffisance d'autofinancement ;
- Autofinancement.

6 - ETABLISSEMENT DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie met en évidence l'évolution, au cours de chaque exercice ou période comptable considérée, des liquidités et équivalents de liquidités classés selon les activités d'exploitation, d'investissement et de financement.

Les flux de trésorerie correspondent aux rentrées et sorties de liquidités et d'équivalents de liquidités, mais excluent les mouvements entre des éléments constituant des liquidités ou des équivalents de liquidités.

Les liquidités comprennent les fonds disponibles et les placements à vue. Les équivalents de liquidités sont des placements à court terme, très liquides facilement convertibles en un montant connu de liquidité et non soumis à un risque de changement de valeur.

Les activités d'exploitation correspondent aux activités génératrices de revenus et à toutes autres activités à l'exception des activités d'investissement et de financement.

Les activités d'investissement correspondent aux acquisitions et cessions des immobilisations incorporelles, corporelles (à l'exception des immobilisations en crédit-bail, en location ou en Ijara) et financières (à l'exception des titres de Moucharaka et Moudaraba).

Les activités de financement sont celles qui entraînent des changements du montant et de la composition des capitaux propres et assimilés de l'établissement de crédit.

Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode dite « directe » qui consiste à présenter les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation à partir des montants totaux par catégorie principale d'encaissements et de décaissements liés aux activités d'exploitation.

L'établissement de crédit doit présenter dans l'ETIC toutes les informations utiles à la compréhension du tableau des flux de trésorerie, notamment la nature des éléments composant les liquidités et équivalents de liquidités, et toute information permettant de mieux apprécier la situation financière et l'état des liquidités de l'établissement.

7 - ETABLISSEMENT DE L'ETAT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

L'ETIC complète et commente l'information donnée par les quatre autres états de synthèse dont il est indissociable.

L'ETIC doit comporter tous compléments et précisions nécessaires à l'obtention d'une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de l'établissement, des risques qu'il assume et de ses résultats présentés dans les états de synthèse.

Pour être pertinentes, les informations de l'ETIC doivent être d'une importance significative, c'est-à-dire susceptibles d'influencer l'opinion que les lecteurs des états de synthèse peuvent avoir sur la situation patrimoniale et financière de l'établissement, sur les risques qu'il assume et sur ses résultats.

L'ETIC comporte, en raison de sa nature même, des informations qualitatives et des informations quantitatives. Il importe de rechercher précision et concision quant aux informations qualitatives.

L'ETIC fournit les informations relatives à la période considérée et à la période précédente, le cas échéant.

L'établissement de crédit, pour l'élaboration de l'ETIC, doit tenir compte des particularités de son activité. Il peut ainsi ne pas fournir les informations qui ne présentent pas un caractère significatif et ne contribuent pas à l'image fidèle. Il a la faculté de détailler amplement les rubriques et sous-rubriques des états de synthèse et de donner toute information non prévue par ces états.

L'ETIC ne doit pas présenter des données faisant double emploi avec celles qui figurent dans les quatre autres états de synthèse.

SECTION 2 : PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE

1 - PRESENTATION DU BILAN

L'actif, le passif et le hors bilan sont présentés chacun sur un feuillet conformément au modèle en annexe. Les rubriques de l'actif qui font l'objet d'amortissements ou de provisions pour dépréciation sont présentées pour leur valeur nette. Les montants des amortissements et de provisions constituent une information à donner dans l'ETIC.

Certaines rubriques du passif peuvent comporter des montants négatifs. Ces montants doivent être entourés de parenthèses.

Les intérêts et rémunérations courus ou les intérêts et rémunérations échus, à recevoir ou à payer, sont regroupés avec les rubriques ou les sous-rubriques pour lesquelles ces intérêts ou rémunérations ont été acquis ou sont dus. Par contre, les intérêts ou rémunérations (ou marges) payés d'avance et les intérêts ou rémunérations perçus d'avance sont enregistrés dans les postes « Autres actifs » et « Autres passifs ». Le montant des intérêts et rémunérations courus ou échus rattachés à chaque rubrique du bilan doit être indiqué dans l'ETIC.

Le bilan mentionne expressément la date de clôture.

Définition des rubriques de l'actif

1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux.

Cette rubrique comprend :

- les valeurs en caisse composées exclusivement des billets et monnaies ayant cours légal au Maroc ou à l'étranger ;
- les avoirs auprès des Banques centrales, du Trésor public et du Service des chèques postaux du ou des pays où se trouve implanté l'établissement, pouvant être retirés à tout moment ou dans un délai maximum de 24 heures ou un jour ouvrable. Les autres créances sur ces institutions sont inscrites à la rubrique 2.

2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés. Cette rubrique recouvre l'ensemble des créances sur les établissements de crédit et assimilés y compris les valeurs reçues en pension et les créances relatives aux financements participatifs, à l'exception des créances inscrites à la rubrique 1, des créances subordonnées et des créances matérialisées par des titres de créance.

3. Créances sur la clientèle. Cette rubrique comprend l'ensemble des créances sur la clientèle y compris les valeurs reçues en pension et les créances relatives aux financements participatifs, à l'exclusion des créances acquises par affacturage, des créances matérialisées par des titres de créance et des créances subordonnées.

4. Créances acquises par affacturage. Cette rubrique comprend les créances affacturées, qu'elles soient ou non approuvées, qu'elles aient donné lieu ou non à un financement.

5. Titres de transaction et de placement. Cette rubrique comprend :

- les titres de transaction qui sont des titres de créance, des titres de propriété ou des certificats de Sukuk acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme dans le but d'en tirer un profit ;
- les titres de placement qui sont des titres de créance, des titres de propriété ou des certificats de Sukuk, à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment. Cette catégorie ne comprend pas les titres de créance que l'établissement a l'intention de conserver jusqu'à leur échéance et qui remplissent les conditions de leur classement avec les titres d'investissement et les titres de propriété qui répondent à la définition de la rubrique 9 du bilan

« titres de participation et emplois assimilés ». Elle enregistre également les titres de créance que l'établissement est tenu de détenir dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Les titres subordonnés sont classés dans la rubrique 10.

6. Autres actifs. Cette rubrique comprend les primes d'options achetées, les opérations diverses sur titres, les débiteurs divers, les valeurs et emplois divers y compris les biens acquis dans le cadre de financements participatifs et les comptes de régularisation y compris ceux relatifs aux produits participatifs.

7. Titres d'investissement. Cette rubrique comprend les titres de créance et les certificats de Sukuk que l'établissement a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

8. Titres de participation et emplois assimilés. Cette rubrique comprend notamment :

- les titres de participation qui sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement et qui sont représentatifs d'une fraction de capital, détenue directement ou indirectement, au moins égale à 10% d'une autre société, à l'exception des titres détenus dans les entreprises liées et des titres relevant de l'activité de portefeuille ;
- les participations dans les entreprises liées qui sont des titres détenus dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable ;
- les titres de l'activité de portefeuille qui sont des titres de propriété détenus avec un objectif de rentabilité satisfaisante, sur une longue durée sans intervention dans la gestion de la société émettrice ;
- les autres titres immobilisés représentant une fraction de capital inférieure à 10 % d'une autre société et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit ;
- Les titres de Moucharaka et de Moudaraba qui sont des titres de propriété détenus respectivement dans le cadre des opérations de Moucharaka pouvant revêtir la forme de Moucharaka Tabita (fixe) ou Moutanakissa (dégressive, prenant la forme d'un contrat de société) et des opérations de Moudaraba restreinte ou non restreinte telles que définies par la loi relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

9. Créances subordonnées. Cette rubrique recense les créances, à durée déterminée ou à durée indéterminée, matérialisées ou non par un titre, dont le recouvrement, en cas de liquidation du débiteur, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

10. Dépôts d'investissement placés. Cette rubrique comprend le solde net des dépôts d'investissement placés auprès d'autres établissements. Les dépôts d'investissement enregistrés dans cette rubrique sont les dépôts définis par la loi relative aux établissements de crédit et organismes assimilés

11. Immobilisations données en crédit-bail et en location. Cette rubrique comprend l'ensemble des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple. Figurent notamment à cette rubrique, les biens mobiliers et immobiliers en cours, les biens mobiliers et immobiliers effectivement loués et les biens mobiliers et immobiliers temporairement non loués suite à une résiliation de contrat.

12. Immobilisations données en Ijara. Cette rubrique comprend l'ensemble des opérations d'Ijara montahia bi-tamlik et d'Ijara tachghilia notamment les biens mobiliers et immobiliers en cours, les biens mobiliers et immobiliers effectivement loués et les biens mobiliers et immobiliers temporairement non loués suite à une résiliation de contrat.

13. Immobilisations incorporelles. Cette rubrique comprend notamment le droit au bail et les autres éléments de fonds de commerce.

14. Immobilisations corporelles. Cette rubrique comprend les terrains, les immeubles, le mobilier, le matériel, les agencements et aménagements et les autres immobilisations corporelles.

Définition des rubriques du passif

1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux. Cette rubrique comprend les dettes envers les Banques centrales, le Trésor public et le Service des chèques postaux du ou des pays où l'établissement est implanté et qui sont exigibles à tout moment, ou dans un délai maximum de 24 heures ou un jour ouvrable. Les autres dettes envers ces institutions sont enregistrées à la rubrique 2.

2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés. Cette rubrique recouvre l'ensemble des dettes envers les établissements de crédit et assimilés y compris les valeurs données en pension et les dettes relatives aux produits participatifs à l'exception des dettes inscrites à la rubrique 1, des dettes matérialisées par des titres de créance et des dettes subordonnées.

3. Dépôts de la clientèle. Cette rubrique comprend l'ensemble des dépôts effectués par des agents économiques autres que les établissements de crédit et assimilés y compris les bons de caisse, les valeurs données en pension, hamish al jiddiya versés par la clientèle. Ne sont pas compris dans cette rubrique les dépôts matérialisés par des titres de créance et des dettes subordonnées.

4. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs. Cette rubrique abrite le prix intégralement reçu à l'avance par l'établissement de crédit dans le cadre des opérations Salam, les avances reçues sur opérations Mourabaha ainsi que les dettes liées à d'autres produits participatifs avec la clientèle.

5. Titres de créance émis. Cette rubrique comprend les dettes représentées par des titres cessibles émis par l'établissement à l'exception des bons de caisse et des titres subordonnés.

6. Autres passifs. Cette rubrique comprend les primes d'option vendues, les opérations diverses sur titres, les créiteurs divers et les comptes de régularisation dont ceux relatifs aux produits participatifs.

7. Provisions pour risques et charges. Cette rubrique recouvre les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes ou de charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié. Cette rubrique comprend notamment les provisions pour risque sur créances sensibles et les provisions pour risque sur opérations de Moudaraba.

8. Provisions réglementées. Les provisions réglementées sont celles qui sont prévues par un texte législatif ou réglementaire, autres que celles prévues par la circulaire relative à la classification des créances en souffrance et à leur couverture par des provisions, et dont la constitution est obligatoire ou facultative.

9. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie. Les subventions d'investissement sont des fonds non remboursables affectés par un tiers à des financements particuliers. Les fonds publics affectés sont des fonds reçus d'un organisme public, affectés au financement d'actifs spécifiques et non remboursables ou remboursables éventuellement sous certaines conditions. Les fonds spéciaux de garantie sont constitués des fonds de garantie à caractère mutuel et des autres fonds spéciaux de garantie de crédits distribués par l'établissement ou distribués par d'autres établissements.

10. Dettes subordonnées. Cette rubrique recense les dettes, à durée déterminée ou à durée indéterminée, matérialisées ou non par un titre, dont le remboursement, en cas de liquidation de l'établissement, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

11. Dépôts d'investissement reçus. Cette rubrique comprend les dépôts d'investissement reçus de la clientèle ou des établissements de crédit et assimilés tels que définis par la loi relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. Cette rubrique comprend également la quote-part des profits et pertes réalisés attribuable aux titulaires des dépôts, des réserves pour risque d'investissement et des réserves de péréquation des profits que la banque peut constituer dans le cadre de sa gestion des dépôts d'investissement.

12. Ecart de réévaluation. Cette rubrique comprend les écarts constatés lors de la réévaluation des éléments du bilan.

13. Réserves et primes liées au capital. Les réserves sont la partie des bénéfices que les actionnaires décident, en vertu d'une clause légale, statutaire ou contractuelle, de ne pas distribuer. Les primes liées au capital sont constituées des primes d'émission, de fusion, d'apport et des autres primes.

14. Capital. Cette rubrique comprend le capital et les éléments assimilés au capital.

15. Actionnaires. Capital non versé. Cette rubrique correspond à la partie non appelée, ou non versée bien qu'appelée du capital inscrit dans la rubrique 14.

16. Report à nouveau. Cette rubrique comprend les résultats que les organes compétents ont décidé de ne pas affecter.

17. Résultats nets en instance d'affectation. Sont enregistrés dans cette rubrique les résultats nets des exercices antérieurs non encore affectés par les organes compétents à la date de clôture de l'exercice ou de la période comptable considérée.

18. Résultat net de l'exercice. Cette rubrique enregistre le bénéfice ou la perte de l'exercice ou de la période comptable considérée.

Définition des rubriques du hors bilan

1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés. Cette rubrique enregistre les engagements de mettre à la disposition d'un autre établissement de crédit des concours de trésorerie, tels les accords de refinancement, les engagements révocables sur les produits participatifs et les engagements de substitution sur émission de titres.

2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle. Cette rubrique enregistre les engagements de mettre à la disposition de la clientèle des concours de trésorerie, tels les ouvertures de crédits confirmés, les engagements révocables sur les produits participatifs et les engagements de substitution sur émission de titres.

3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés. Cette rubrique enregistre les engagements d'assurer la charge d'une obligation souscrite par un établissement de crédit si ce dernier n'y satisfait pas lui-même. Cette rubrique recouvre les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle. Cette rubrique enregistre les engagements d'assurer la charge d'une obligation souscrite par un client, si ce dernier n'y satisfait pas lui-même. Cette rubrique recouvre les cautions en faveur de l'administration publique, les cautions immobilières, etc.

5. Titres achetés à réméré. Cette rubrique enregistre les titres achetés pour lesquels le cédant conserve la faculté de les racheter ou de les reprendre.

6. Autres titres à livrer. Cette rubrique enregistre les titres à livrer par l'établissement.

7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés. Cette rubrique enregistre les engagements de financement reçus des autres établissements de crédit, tels les accords de refinancement, les engagements révocables sur les produits participatifs et les engagements de substitution sur émission de titres.

8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés. Cette rubrique recense les cautions, avals et autres garanties reçues d'autres établissements de crédit.

9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers. Cette rubrique enregistre les garanties reçues de l'Etat et d'organismes de garantie divers.

10. Titres vendus à réméré. Cette rubrique enregistre les titres cédés pour lesquels l'établissement conserve la faculté de les racheter ou de les reprendre.

11. Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir. Cette rubrique enregistre les engagements d'achat des titres Moucharaka et Moudaraba entre la date de conclusion des contrats et la date de règlement ou de livraison.

12. Autres titres à recevoir. Cette rubrique enregistre les autres titres à recevoir par l'établissement.

2 - PRESENTATION DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

La présentation du CPC est faite en liste de façon à obtenir une présentation successive des produits et des charges de même nature conformément au modèle en annexe. Il n'individualise pas les produits et les charges sur exercices antérieurs. Cette information est néanmoins donnée dans l'ETIC, si elle présente un caractère significatif.

Le compte de produits et charges récapitule les produits et les charges de la période comptable considérée. Les produits sont enregistrés hors taxe sur la valeur ajoutée collectée et les charges hors taxe sur la valeur ajoutée déductible.

Le CPC mentionne expressément les dates de début et de fin de la période comptable considérée.

Certaines rubriques sont susceptibles de présenter des montants négatifs. Ces montants doivent être entourés de parenthèses.

Le résultat net apparaît à la fin de l'état, c'est ce montant qui doit figurer dans le passif du bilan.

Définition des rubriques du compte de produits et charges

1. Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit. Cette rubrique comprend notamment les intérêts sur les capitaux effectivement prêtés, les rémunérations perçues sur produits participatifs notamment les marges étalées sur Mourabaha et les plus-values réalisées sur Salam, les produits sur engagements de financement et de garantie donnés et les autres produits tels les reports et déports sur les opérations de change à terme, les indemnités de réméré et le résultat des produits dérivés de taux d'intérêt conclus à titre de couverture, lorsque ces opérations sont conclues avec des établissements de crédit et assimilés.

2. Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle. Cette rubrique comprend notamment les intérêts sur les capitaux effectivement prêtés, les rémunérations perçues sur produits participatifs notamment les marges étalées sur Mourabaha et les plus-values réalisées sur Salam, les produits sur engagements de financement et de garantie donnés et les autres produits tels les reports et déports sur les opérations de change à terme, les indemnités de réméré et le résultat des produits dérivés de taux d'intérêt conclus à titre de couverture, lorsque ces opérations sont réalisées avec la clientèle.

3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance. Cette rubrique comprend les intérêts sur les titres de créance logés dans le portefeuille des titres de placement et d'investissement y compris l'étalement de la prime ou de la décote et le résultat des produits dérivés de taux d'intérêt conclus à titre de couverture.

4. Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk. Cette rubrique enregistre les dividendes et les autres produits provenant des titres de placement, des titres de

participation et emplois assimilés ainsi que les rémunérations sur les certificats de sukuk logés dans le portefeuille des titres de placement et d'investissement y compris l'étalement de la prime ou de la décote.

5. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka. Cette rubrique comprend l'ensemble des produits perçus par l'établissement sur les titres de Moudaraba et Moucharaka, notamment les dividendes, les plus-values de cession et les bonis de liquidation des sociétés objet des contrats Moucharaka ou Moudaraba.

6. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location. Cette rubrique enregistre les loyers, les reprises de provisions et les plus-values de cession des immobilisations en crédit-bail, en location avec option d'achat ou en location simple.

7. Produits sur immobilisations données en Ijara. Cette rubrique comprend les loyers, les reprises de provisions et les plus-values de cession des immobilisations données en Ijara montahia bi-tamlik ou en Ijara tachghilia.

8. Commissions sur prestations de service. Cette rubrique enregistre exclusivement les commissions qui rémunèrent une prestation de service à l'exclusion de celles qui rémunèrent un risque de crédit par décaissement ou par signature. Cette rubrique comprend les commissions perçues par l'établissement en tant que gestionnaire des dépôts d'investissement non restreints reçus.

9. Autres produits bancaires. Cette rubrique enregistre les gains sur titres de transaction et les plus-values de cession sur titres de placement y compris les certificats de Sukuk, les produits perçus sur dépôts d'investissement placés auprès d'autres établissements, les gains sur engagements sur titres, les gains sur produits dérivés y compris les gains sur produits dérivés de cours de change ou d'autres instruments conclus à titre de couverture et les gains sur opérations de change.

10. Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus. Cette rubrique enregistre le transfert de la quote-part des pertes subies par l'établissement, attribuable aux titulaires des comptes de dépôts d'investissement.

11. Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit. Cette rubrique enregistre les intérêts sur les capitaux effectivement empruntés, les pertes constatées sur les produits participatifs notamment Mourabaha et Salam, les coûts de financement supportés par l'établissement en tant qu'acquéreur de biens en Mourabaha, les charges sur engagements de financement et de garantie reçus et d'autres charges telles que les reports et déports sur les opérations de change à terme, les indemnités de réméré et le résultat des produits dérivés de taux d'intérêt conclus à titre de couverture, lorsque ces opérations sont conclues avec des établissements de crédit et assimilés.

12. Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle. Cette rubrique enregistre les intérêts sur les capitaux effectivement empruntés, les pertes constatées sur les contrats de produits participatifs notamment les pertes sur les biens acquis dans le cadre d'opérations de Mourabaha et Salam, les charges sur engagements de financement et de garantie reçus et d'autres charges telles que les reports et déports sur les opérations de change à terme, les indemnités de réméré et le résultat des produits dérivés de taux d'intérêt conclus à titre de couverture, lorsque ces opérations sont conclues avec la clientèle.

13. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis. Cette rubrique enregistre les intérêts sur titres de créance émis ainsi que les primes d'émission et de remboursement de ces titres.

14. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka. Cette rubrique comprend l'ensemble des pertes et charges supportées par l'établissement sur les titres de Moudaraba et Moucharaka, notamment les dotations aux provisions pour dépréciation des titres, les moins-values de cession des titres et les malis de liquidation des sociétés objets des contrats Moucharaka ou Moudaraba.

15.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location. Cette rubrique enregistre les dotations aux amortissements, les dotations aux provisions et les moins-values de cession des immobilisations en crédit-bail, en location avec option d'achat ou en location simple.

16.Charges sur immobilisations données en Ijara. Cette rubrique enregistre les dotations aux amortissements, les dotations aux provisions et les moins-values de cession des immobilisations données en Ijara montahia bi-tamlik ou en Ijara tachghilia.

17. Autres charges bancaires. Cette rubrique enregistre les pertes sur titres de transaction et les moins-values de cession sur titres de placement y compris sur les certificats de Sukuk, les charges sur prestations de service, les dotations pour dépréciation et les pertes subies sur dépôts d'investissement placés auprès d'autres établissements, les charges sur engagements sur titres, les pertes sur produits dérivés y compris les pertes sur produits dérivés de cours de change ou d'autres instruments conclus à titre de couverture et les charges sur opérations de change.

18.Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus. Cette rubrique enregistre le transfert de la quote-part des profits réalisés par l'établissement, attribuable aux titulaires des comptes de dépôts d'investissement.

19. Produits d'exploitation non bancaire. Cette rubrique comprend les produits sur valeurs et emplois divers y compris les plus-values de cession des immobilisations acquises par voie d'adjudication et les plus-values de cession, par des contrats autres que participatifs, de biens acquis initialement dans le cadre de financements participatifs, les plus-values de cession des immobilisations incorporelles, corporelles et financières autres que les titres Moudaraba et Moucharaka, les immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même, les produits accessoires et les subventions reçues.

20. Charges d'exploitation non bancaire. Cette rubrique comprend les charges sur valeurs et emplois divers y compris les moins-values de cession des immobilisations acquises par voie d'adjudication et les moins-values de cession, par des contrats autres que participatifs, de biens acquis initialement dans le cadre de financements participatifs, les moins-values de cession des immobilisations incorporelles, corporelles et financières autres que les titres Moudaraba et Moucharaka.

21. Charges de personnel. Cette rubrique enregistre les salaires, les appointements, les gratifications versées au personnel, les rémunérations des administrateurs, les charges connexes aux rémunérations : indemnités de préavis et de licenciement, primes de transport, suppléments familiaux, cotisations aux régimes de sécurité sociale, de retraite, de prévoyance ou aux mutuelles, versements aux œuvres sociales, etc.

22. Impôts et taxes. Cette rubrique enregistre tous les impôts et taxes à l'exception de l'impôt sur les résultats.

23. Charges externes. Cette rubrique recense toutes les charges externes de l'établissement : loyers et charges locatives y compris pour biens loués en crédit-bail et en Ijara, frais d'entretien et réparation y compris pour biens loués en crédit-bail et en Ijara, primes d'assurance, frais de transports, frais d'annonces et insertions publicitaires, cotisations versées aux associations, etc.

24. Autres charges générales d'exploitation. Cette rubrique comprend les autres charges générales d'exploitation qui ne relèvent pas des rubriques 21, 22 et 23.

25. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles. Cette rubrique enregistre les dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles de la période considérée.

26/27/28. Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables. Ces rubriques enregistrent les dotations aux provisions et les pertes sur créances irrécouvrables.

29/30/31. Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties. Ces rubriques enregistrent les reprises de provisions et les récupérations sur créances amorties.

32/33. Produits non courants et Charges non courantes. Ces rubriques enregistrent les produits et les charges non courants qui présentent un caractère exceptionnel et non récurrent et dont le montant est significatif tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Ces rubriques comprennent également les indemnités perçues et versées sur produits participatifs.

28. Impôts sur les résultats. Cette rubrique enregistre le montant de l'impôt sur les résultats dû au titre de la période considérée.

3 - PRESENTATION DE L'ETAT DES SOLDES DE GESTION

L'état des soldes de gestion mentionne expressément les dates de début et de fin de la période comptable considérée.

Il comporte deux tableaux conformes aux modèles en annexe.

a - Tableau de formation des résultats

Le tableau de formation des résultats donne les résultats dégagés par les différentes activités qu'exerce l'établissement, en faisant ressortir les marges intermédiaires de gestion suivantes :

- marge d'intérêt : ce solde exprime le résultat sur les intérêts rémunérant les prêts et les emprunts de capitaux et sur les produits et les charges assimilés à des intérêts tels les reports et les déports sur les opérations de change, les indemnités de réméré, les résultats sur produits dérivés de couverture ainsi que les commissions sur les engagements par signature ;
- marge sur financements participatifs : ce solde représente le résultat des opérations de financements participatifs notamment les marges étalées et les pertes sur Mourabaha, les plus et moins-values sur Salam ainsi que le résultat de tout autre financement participatif prévu par les textes législatifs et réglementaires ;
- part des titulaires des comptes de dépôts d'investissement : ce solde exprime la quote-part prélevée des profits et/ou des pertes subies par l'établissement et attribuable aux titulaires des comptes de dépôts d'investissement ;
- produit net bancaire : ce solde représente la marge dégagée sur l'ensemble des activités bancaires en intégrant à la marge d'intérêt et à la marge sur financements participatifs susvisées le résultat des opérations de crédit-bail et de location, le résultat des opérations Ijara, la marge sur les commissions, le résultat des opérations de marché, le résultat des opérations sur titres de Moucharaka et Moudaraba, le résultat des autres opérations bancaires et en déduisant la part des titulaires des comptes de dépôts d'investissement dans les résultats des opérations financées par leurs contributions ;
- résultat brut d'exploitation : ce solde est obtenu en intégrant au produit net bancaire le résultat des opérations sur immobilisations financières autres que les titres Moudaraba et Moucharaka, les produits et les charges d'exploitation non bancaire et les charges générales d'exploitation ;
- résultat courant : ce solde représente la marge dégagée sur l'ensemble des activités courantes en prenant en compte les dotations aux provisions et les pertes sur créances irrécouvrables nettes des reprises aux provisions et des récupérations sur créances amorties ;
- résultat non courant : ce solde exprime la marge dégagée sur les produits et les charges non courants qui présentent un caractère exceptionnel ;
- résultat net de l'exercice : ce solde représente le résultat net de la période comptable considérée après la prise en compte de l'ensemble des produits et des charges relatifs à la période considérée, en rajoutant au résultat courant les

produits non courants et en déduisant les charges non courants et l'impôt sur les résultats.

b- Capacité d'autofinancement et Autofinancement

Le calcul de la capacité d'autofinancement est présenté suivant la méthode dite « additive » à partir du résultat net en ajoutant :

- les dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles (à l'exclusion des dotations relatives aux immobilisations en crédit-bail, en location et en Ijara) et les dotations aux provisions des immobilisations financières (à l'exclusion des dotations relatives aux titres de Moucharaka et Moudaraba);
- les dotations aux provisions pour risques généraux non affectées à la couverture de risques identifiés ;
- les dotations aux provisions réglementées.

En retranchant les reprises relatives aux provisions précitées et en éliminant le résultat engendré par les cessions des immobilisations incorporelles, corporelles et financières (autres que les titres de Moudaraba et Moucharaka) et par les reprises de subventions d'investissement.

L'autofinancement est obtenu en retranchant de la capacité d'autofinancement les bénéfices distribués durant la période comptable considérée.

Certaines rubriques peuvent comporter des montants négatifs. Ces montants doivent être entourés de parenthèses.

4 - PRESENTATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie fait mention expresse des dates de début et de fin de la période comptable considérée.

Les entrées et les sorties de fonds sont présentées séparément pour chaque catégorie d'activité (exploitation, investissement et financement). Toutefois, les éléments dont la rotation est rapide peuvent être présentés pour le montant de leur variation. Il en est ainsi des opérations inscrites dans les classes 1, 2 et 3 du PCEC.

Les flux découlant des dépôts d'investissement placés auprès d'autres établissements sont compris dans la catégorie des activités d'exploitation, ces dépôts étant généralement destinés au placement des excédents de liquidités de l'établissement dans le cadre de son activité bancaire.

Les activités d'exploitation comprennent également les flux afférant aux titres de Moudaraba et Moucharaka, puisqu'il s'agit de financements sous forme sociétale bien que ces titres soient inscrits au bilan parmi les titres de participation en raison de leur nature juridique.

Les flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges doivent être neutralisés dans les activités d'investissement, notamment les produits des cessions des immobilisations, les intérêts et les dividendes perçus.

Les flux découlant des dépôts d'investissement reçus sont présentés dans les activités de financement, ces dépôts étant considérés comme des ressources permettant d'abord le refinancement de l'établissement.

Les montants négatifs qui expriment un décaissement, une augmentation d'un emploi ou une diminution des ressources, doivent être entourés d'une parenthèse.

5 - PRESENTATION DE L'ETAT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES (ETIC)

L'ETIC présente des informations qualitatives et quantitatives. L'utilisation de tableaux pour présenter ces informations est retenue dans la plupart des cas, pour simplifier la tâche de

l'établissement. D'autres informations qui ne se prêtent pas à une présentation sous forme de tableaux peuvent être données sous forme de commentaires.

L'ETIC est composé des éléments suivants :

- A - Principes et méthodes comptables
- B - Compléments d'informations au bilan et au compte de produits et charges
- C - Autres informations
- D - Informations sur le système de gestion des risques

L'établissement, avant de détailler les éléments précités, indique le statut sous lequel il exerce et décrit son implantation géographique ainsi que ses principales activités.

A - Principes et méthodes comptables

A.1 - Etat des principes et méthodes d'évaluation

L'état **A1** décrit les principes comptables et les méthodes d'évaluation appliqués par l'établissement en précisant, le cas échéant, la méthode retenue lorsque les règles comptables prévoient un choix entre plusieurs méthodes.

Il indique notamment :

- la méthode de classification des créances parmi les créances en souffrance, en donnant la définition de chaque catégorie de ces créances ;
- la méthode de constitution de provisions pour chaque catégorie de créances en souffrance ;
- le mode de comptabilisation des agios et rémunérations sur créances en souffrance ;
- le mode de comptabilisation des créances restructurées ;
- la méthode de reprise de provisions relatives aux créances en souffrance ayant fait l'objet d'une restructuration ;
- les critères d'évaluation et d'imputation des créances irrécouvrables au compte de produits et charges ;
- la méthode de comptabilisation et d'étalement de la marge sur les financements Mourabaha ;
- la méthode de comptabilisation et d'évaluation à l'entrée et en correction de valeur du portefeuille des titres de transaction, des titres de placement, des titres d'investissement, des titres de participation et emplois assimilés y compris les titres de Moucharaka et Moudaraba, en donnant la définition de chaque catégorie ;
- la méthode d'évaluation des éléments libellés en devises et de comptabilisation des écarts de conversion ;
- la méthode d'évaluation des produits dérivés ;
- la méthode d'évaluation des biens acquis dans le cadre de financements participatifs ;
- la méthode d'évaluation à l'entrée et en correction de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, en indiquant les taux d'amortissement utilisés ;
- la méthode de détermination des écarts de réévaluation des immobilisations ;
- la méthode de constitution des provisions pour risques et charges, notamment les provisions pour risque sur créances sensibles et des provisions réglementées ;
- la méthode de prise en compte des intérêts, des rémunérations et des commissions dans le compte de produits et charges.

A.2 - Etat des dérogations

L'état **A2** décrit, en les justifiant, les dérogations aux principes comptables généraux et spécifiques aux établissements de crédit exceptionnellement pratiquées pour l'obtention d'une image fidèle et mentionne l'influence de ces dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats.

A.3 - Etat des changements de méthodes

L'état **A3** mentionne, en les justifiant, les changements ayant affecté les méthodes d'évaluation et les règles de présentation des états de synthèse de la période comptable et précise leurs incidences sur le patrimoine, la situation financière et les résultats.

B - Compléments d'informations au bilan et au compte de produits et charges

B.1- Créances sur les établissements de crédit et assimilés

L'état **B1** présente le détail des créances détenues sur les établissements de crédit et assimilés (rubriques 1 et 2 de l'actif) y compris celles relatives aux financements participatifs, suivant leur nature et suivant la catégorie de la contrepartie. Il indique le montant des créances en souffrance détenues sur chacune de ces contreparties dont celles afférentes aux financements participatifs.

Il fait l'objet de commentaires précisant :

- la réglementation en vigueur relative aux réserves obligatoires, le statut et le montant des comptes tenus à la banque centrale du pays ou des pays d'implantation de l'établissement ;
- la nature et le montant des actifs éligibles au refinancement de la banque centrale du pays ou des pays d'implantation de l'établissement, les conditions et les modalités de leur éligibilité ;
- les caractéristiques des prêts financiers. Chaque prêt financier significatif fait l'objet d'une description détaillée (montant, durée, taux d'intérêt, etc) ;
- le détail des financements participatifs par type de produit (Mourabaha, Salam et autres financements), par montant, par durée ;
- le détail des autres créances dans la mesure où elles présentent des montants significatifs, notamment celles relatives aux Hamish al Jiddiya versés à d'autres établissements dans le cadre de produits participatifs ;
- le montant des créances sur les entreprises liées et sur les autres apparentés.

B.2 - Créances sur la clientèle

L'état **B2** présente le détail des créances sur la clientèle, y compris celles relatives aux financements participatifs, suivant leur objet économique (rubriques 3 et 4 de l'actif) en les ventilant suivant la catégorie de la contrepartie. Il indique le montant des créances en souffrance détenues sur chacune de ces contreparties.

L'état **B2** présente les créances sur financements participatifs par nature de produit pour chaque catégorie d'objets économiques.

Il fait l'objet de précisions portant sur :

- la nature et le montant des actifs éligibles au refinancement de la banque centrale du pays ou des pays d'implantation de l'établissement, les conditions et les modalités de leur éligibilité ;
- le montant des valeurs cédées dans le cadre d'opérations de pension ;
- la répartition des créances par zone géographique, en indiquant pour chacune d'elles le montant des créances en souffrance et de leurs provisions (par zone géographique, on entend chaque sous-ensemble distinct d'un établissement réalisant des opérations dans un ou plusieurs pays représentant une zone géographique particulière ou dans une région particulière à l'intérieur d'un même pays). Cette répartition doit être faite au moins entre le Maroc et l'étranger ;

- la répartition des créances selon les principales sections d'activité (les sections d'activité sont définies par la nomenclature marocaine des activités économiques approuvée par le décret n° 2-12-481 du 14 hja 1433 (30 octobre 2012)), en indiquant pour chacun d'eux le montant des créances en souffrance et leurs provisions ;
- le montant des créances sur les entreprises liées et sur les autres apparentés ;
- le montant des créances restructurées.

B.3 - Ventilation des titres de transaction et de placement et des titres d'investissement par catégorie d'émetteur

L'état **B3** présente les titres de transaction et de placement et les titres d'investissement y compris les certificats de sukuk (rubriques 5 et 8 de l'actif) selon leur nature juridique en distinguant les titres cotés des titres non cotés et en faisant ressortir la catégorie de l'émetteur.

Cet état est complété des indications suivantes :

- le montant des titres éligibles au refinancement de la banque centrale du pays ou des pays d'implantation de l'établissement, les conditions et les modalités de leur éligibilité ;
- le montant des emplois obligatoires souscrits dans la cadre de la réglementation en vigueur ;
- le montant des créances représentatives des titres prêtés ;
- le montant des titres cédés dans le cadre d'opérations de pension ;
- le montant des titres de créance émis par les entreprises liées et les autres apparentés ;
- le montant des intérêts courus ;
- le montant des rémunérations courues sur certificats de sukuk ;
- le montant des titres en souffrance, y compris les certificats de sukuk ;
- la ventilation des montants des actions et parts d'OPCVM entre d'une part, OPCVM monétaires et OPCVM actions et d'autre part, OPCVM de capitalisation et OPCVM de distribution ;
- la ventilation des titres selon qu'ils sont émis par des émetteurs marocains ou étrangers.

B.4 - Valeurs des titres de transaction et de placement et des titres d'investissement

L'état **B4** détaille les titres de transaction et de placement et les titres d'investissement y compris les certificats de sukuk (rubriques 5 et 8 de l'actif) suivant la nature juridique des titres en faisant ressortir :

- la valeur actuelle des titres de transaction, qui correspond à la valeur comptable mentionnée dans le bilan ;
- la valeur comptable brute, la valeur actuelle et la valeur de remboursement des titres de placement et des titres d'investissement ainsi que les plus ou moins-values latentes se rapportant à ces titres et les provisions correspondantes.

Cet état est complété des indications suivantes :

- le montant des titres ayant fait l'objet d'un transfert d'un portefeuille à l'autre en justifiant ce transfert ;
- les différences, positives ou négatives, entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement et d'investissement, en signalant, le cas échéant, qu'elles font l'objet d'un étalement.

B. - Tableau de variation des biens acquis dans le cadre de financements participatifs

L'état **B** présente le détail des biens acquis dans le cadre des financements participatifs par nature de produit (Mourabaha, Salam, autres financements participatifs - rubrique 6 de l'actif) en faisant ressortir :

- le montant brut à l'ouverture et à la clôture de la période comptable ;
- les mouvements ayant affecté les biens durant la période comptable ;
- les dotations aux provisions et les reprises de provisions effectuées pendant la période comptable ;
- le montant cumulé des provisions à la clôture de la période comptable ;
- le montant net à la fin de la période comptable.

Cet état fait l'objet d'informations complémentaires portant sur :

- la nature et le montant des biens dont les contrats de financements participatifs ont été résiliés avant leur cession et leur plan de commercialisation futur ;
- le délai moyen de rotation des stocks de biens par catégorie de produit ;
- la nature et le montant des détériorations subies par les biens dont les contrats sont en vigueur.

B.5 - Détail des autres actifs

L'établissement indique le détail des autres actifs (rubrique 7 de l'actif) en faisant ressortir le montant des produits à recevoir et celui des charges constatées d'avance y compris ceux relatifs aux contrats de produits participatifs et en détaillant les autres éléments de cette rubrique si leurs montants sont significatifs.

B.6 - Titres de participation et emplois assimilés (rubrique 9 de l'actif)

L'état **B6** détaille :

- les participations dans les entreprises liées ;
- les autres titres de participation représentant une fraction du capital supérieure à 10 % ;
- les titres de Moucharaka et Moudaraba ventilés selon la nature du contrat (Moucharaka fixe ou dégressive et Moudaraba restreinte ou non restreinte) ;

L'établissement indique le montant des titres de l'activité de portefeuille et le montant des emplois assimilés. Ces deux postes sont détaillés lorsqu'ils enregistrent des opérations significatives.

Cet état est complété d'informations portant sur :

- les titres cotés en bourse ;
- les montants des titres souscrits et non libérés ;
- l'acquisition, le cas échéant, de nouveaux titres de participation durant la période comptable considérée ;
- l'acquisition ou la cession de nouveaux titres de Moudaraba ou Moucharaka durant la période comptable considérée ;
- la création ou la dissolution de sociétés objet de contrat Moudaraba et Moucharaka et leur impact éventuel sur le compte de produits et charges ;
- la politique suivie quant à la fréquence des réévaluations en indiquant la base de la réévaluation, le montant de l'écart de réévaluation, l'aide éventuelle apportée par un évaluateur externe ainsi que la date de la dernière réévaluation.

B.7 - Créances subordonnées (rubrique 10 de l'actif)

L'établissement indique :

- les créances subordonnées sur les entreprises liées et sur les autres apparentés en les ventilant selon que les entreprises concernées sont des établissements de crédit ou non; les chiffres correspondants à la période précédente sont mentionnés ;
- les mouvements ayant affecté les créances subordonnées durant la période comptable considérée, leur valeur comptable nette, les provisions constituées à la fin de cette période comptable et leur valeur comptable nette à la fin de la période comptable précédente.

B. – Dépôts d'investissement placés

L'état **B** présente le détail des dépôts d'investissement placés auprès d'autres établissements (rubrique 11 de l'actif) en faisant ressortir :

- le montant brut à l'ouverture et à la clôture de la période comptable ;
- les placements et remboursement ayant affecté le solde brut des dépôts durant la période comptable ;
- le montant cumulé des provisions pour dépréciation des dépôts à la clôture de la période comptable ;
- le montant net des dépôts à la fin de la période comptable ;

Cet état est complété par les informations suivantes :

- le montant des réserves de péréquation des profits et des réserves pour risque d'investissement constitués ;
- le solde des reports (pertes) cumulés sur les dépôts placés à la clôture de la période comptable ;
- l'échéance des contrats de dépôt d'investissement.

B.8 - Immobilisations données en crédit-bail et en location

L'état **B8** présente le détail des immobilisations données en crédit-bail et en location (rubrique 12 de l'actif) en faisant ressortir :

- le montant brut à l'ouverture et à la clôture de la période comptable considérée ;
- les mouvements ayant affecté les immobilisations durant la période comptable considérée ;
- les dotations aux amortissements et provisions et les reprises de provisions effectuées pendant la période comptable considérée ;
- le montant cumulé des amortissements et des provisions à la clôture de la période comptable considérée ;
- le montant net à la fin de la période comptable considérée ;

Cet état fait l'objet d'informations complémentaires portant sur :

- les loyers restructurés ;
- les immobilisations temporairement non louées ;
- le montant des encours financiers et de la réserve latente en précisant la méthode de calcul des intérêts utilisée pour les déterminer.

B. - Immobilisations données en Ijara

L'état **B** présente le détail des immobilisations données en crédit-bail et en location (rubrique 13 de l'actif) en faisant ressortir :

- le montant brut à l'ouverture et à la clôture de la période comptable ;
- les mouvements ayant affecté les immobilisations durant la période comptable ;

- les dotations aux amortissements et provisions et les reprises de provisions effectuées pendant la période comptable ;
- le montant cumulé des amortissements et des provisions à la clôture de la période comptable;
- le montant net à la fin de la période comptable.

Cet état fait l'objet d'informations complémentaires portant sur :

- les loyers restructurés ;
- les immobilisations temporairement non louées ;
- le montant des encours financiers et de la réserve latente.

B.9 - Immobilisation incorporelles et corporelles

L'état **B9** détaille les immobilisations incorporelles et corporelles (rubriques 14 et 15 de l'actif), en distinguant les immobilisations d'exploitation et les immobilisations hors exploitation et en faisant ressortir :

- les montants des acquisitions, des cessions ou des retraits des immobilisations ;
- les dotations aux amortissements et aux provisions et les reprises.

Il est complété d'informations complémentaires portant sur :

- le montant des immobilisations transférées d'un poste à l'autre ;
- la politique suivie quant à la fréquence des réévaluations en indiquant la base de la réévaluation, le montant de l'écart de réévaluation, l'aide éventuelle apportée par un évaluateur externe ainsi que la date de la dernière réévaluation.

L'établissement donne des commentaires sur les immobilisations prises en crédit-bail, en location et en ijara en indiquant notamment :

- le montant des immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail ou ijara;
- l'échéancier sommaire des engagements de paiement correspondant à ces contrats ;
- les cessions suivies d'une reprise en crédit-bail, les modalités et la durée de l'étalement de la plus-value de cession.

B.9 bis - Plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations

L'état **B9 bis** détaille les immobilisations cédées en faisant ressortir :

- leur montant brut ;
- le montant des amortissements et provisions cumulés ;
- leur valeur comptable nette ;
- leur produit de cession ;
- les plus ou moins-values de cession.

B.10 - Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

L'état **B10** présente le détail des dettes envers les établissements de crédit et assimilés y compris les dettes sur produits participatifs (rubriques 1 et 2 du passif), suivant leur nature et suivant la catégorie de la contrepartie en faisant ressortir les dettes envers les établissements de crédit à l'étranger.

Il fait l'objet de commentaires précisant :

- la moyenne mensuelle des refinancements obtenus durant la période comptable et la période précédente auprès de la banque centrale du pays ou des pays d'implantation de l'établissement ;
- les caractéristiques des emprunts financiers. Chaque emprunt financier significatif fait l'objet d'une description détaillée (durée, montant, taux d'intérêt, etc.) ;
- le détail des dettes sur produits participatifs par type de produit (Mourabaha, Salam et autres produits), par montant, par durée, par taux de financement etc. ;

- le détail des autres dettes dans la mesure où elles présentent des montants significatifs, notamment celles relatives aux Hamish al Jiddiya reçus d'autres établissements dans le cadre de produits participatifs ;
- les dettes envers les entreprises liées et envers les autres apparentés.

B.11 - Dépôts de la clientèle

L'état **B11** présente le détail des dettes envers la clientèle suivant la forme du dépôt (rubrique 3 du passif) en les ventilant suivant la catégorie de la contrepartie.

Il est complété des indications suivantes :

- la ventilation des dettes envers les entreprises liées et envers les autres apparentés ;
- la ventilation des dettes selon la localisation des créanciers au Maroc ou à l'étranger.

De par sa nature, Hamish al Jiddiya reçus de la clientèle dans le cadre des produits participatifs, est inscrit parmi les dépôts de la clientèle.

B. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs

L'état **B2** présente le détail des dettes envers la clientèle par type de produit participatif (rubrique 4 du passif) en les ventilant suivant la catégorie de la contrepartie (secteur public, entreprises financières, entreprises non financières et autres).

Il fait l'objet de précisions portant sur :

- le détail des dettes sur produits participatifs par type de produit (Mourabaha, Salam et autres produits), par montant ;
- le montant des créances sur les entreprises liées et sur les autres apparentés.
- la ventilation des dettes selon la localisation des créanciers au Maroc ou à l'étranger.

B.12 - Titres de créance émis (rubrique 6 du passif)

L'établissement donne les informations suivantes :

- la nature des titres émis, leurs montants et les autres principales caractéristiques ;
- le montant non amorti des primes d'émission et de remboursement ;
- les montants des titres de créance détenus par les entreprises liées et ceux détenus par les autres apparentés.

B.13 - Détail des autres passifs

L'établissement indique le détail des autres passifs (rubrique 7 du passif) en faisant ressortir le montant des charges à payer et celui des produits constatés d'avance, notamment les marges constatées d'avance sur Mourabaha et en ventilant les autres éléments de cette rubrique si leurs montants sont significatifs.

B. Tableau des marges constatées d'avance sur Mourabaha

L'état **B** présente le détail des marges constatées d'avance sur Mourabaha en faisant ressortir :

- le montant brut des marges à l'ouverture et à la clôture de la période comptable considérée ;
- les mouvements ayant affecté les marges durant la période comptable considérée ;
- le montant des encours de Mourabaha afférant aux marges à la fin de la période comptable considérée.

Cet état est complété par la ventilation du montant brut des marges constatées d'avance selon la durée résiduelle d'étalement.

B.14 - Provisions

L'état **B14** présente les mouvements ayant affecté les provisions durant la période comptable considérée en distinguant :

- les provisions pour dépréciation déduites de l'actif qui sont ventilées selon les rubriques auxquelles elles se rapportent ;
- les provisions inscrites au passif (rubriques 7 et 8 du passif) qui sont ventilées selon leur objet.

Cet état est complété par des précisions donnant toute information pertinente sur les encours des provisions et leur mouvement durant la période notamment les circonstances des reprises de provisions et d'un commentaire portant sur le montant et l'évolution des agios et rémunérations réservés, en indiquant les rubriques du bilan auxquelles ils se rapportent.

Si des provisions pour pensions de retraite et obligations similaires ne sont pas constituées, le volume des engagements correspondant à ces obligations doit être indiqué.

B.15 - Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie (rubrique 9 du passif)

L'établissement précise les principales caractéristiques des subventions, des fonds publics affectés et des fonds spéciaux de garantie.

B.16 - Dettes subordonnées (rubrique 10 du passif)

L'établissement mentionne séparément les dettes subordonnées envers les entreprises liées et envers les autres apparentés et indique les chiffres correspondants de l'exercice précédent.

Il précise pour chaque emprunt subordonné présentant un montant significatif :

- le montant dans la monnaie de l'emprunt, les modalités de rémunération et les modalités de remboursement ;
- le cas échéant, les circonstances dans lesquelles l'établissement est tenu de les rembourser de manière anticipée ;
- les conditions de la subordination ;
- le cas échéant, les conditions de convertibilité en capital ou en une autre forme de passif.

Les dettes subordonnées ne présentant pas un montant significatif font l'objet d'une description globale.

B. – Dépôts d'investissement reçus (rubrique 11 du passif)

L'état **B** présente le détail des dépôts d'investissement reçus et fait ressortir leur évolution entre le début et la fin de la période comptable considérée à travers :

- les fonds collectés et restitués aux titulaires des comptes de dépôts d'investissement durant la période comptable considérée ;
- l'affectation des résultats attribuables aux titulaires des comptes de dépôts d'investissement en réserves de péréquation de profit, en réserves pour risques d'investissement et en résultat distribuable aux déposants ;
- toute autre variation ayant affecté le solde des dépôts d'investissement reçus durant la période.

L'établissement indique séparément le montant des dépôts d'investissement reçus des établissements de crédit et ceux reçus de la clientèle.

B.17 - Capitaux propres

L'état **B17** présente le détail des capitaux propres (rubriques 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du passif) et fait ressortir leur évolution entre le début et la fin de la période comptable considérée.

Cet état fait l'objet de précisions portant sur :

- le nombre et la valeur nominale de chaque catégorie de titres composant le capital ainsi que l'étendue des droits que confèrent à leur détenteur les titres de chaque catégorie ;
- le nombre et le montant d'actions propres détenues par l'établissement lui-même ou par des entreprises liées ;
- le nombre d'actions propres achetées et revendues pendant la période.

B.18 - Engagements de financement et de garantie

L'état **B18** présente le détail des engagements de financement et de garantie donnés (rubriques 1, 2, 3 et 4 de l'hors bilan) et des engagements de financement et de garantie reçus (rubriques 7, 8, et 9 de l'hors bilan), y compris les engagements révocables donnés ou reçus sur produits participatifs.

Cet état est complété d'informations portant sur :

- la répartition des engagements de financement et par signature donnés par zone géographique et selon les principales sections d'activité ;
- le montant des engagements donnés en faveur ou reçus des entreprises liées ;
- le montant des engagements donnés en faveur ou reçus des autres apparentés.

B.19 - Engagements sur titres (rubriques 5,6, 10, 11 et 12 de l'hors bilan)

L'établissement précise la nature et le montant des engagements donnés ou reçus sur titres, y compris les engagements sur titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir

B.20 - Opérations de change à terme et engagements sur produits dérivés

L'état **B20** présente les opérations de change à terme et les opérations sur produits dérivés, en distinguant d'une part, les opérations de couverture des autres opérations et d'autre part, les opérations réalisées de gré à gré des opérations traitées sur des marchés réglementés.

B.21 - Valeurs et sûretés reçues et données en garantie

L'état **B21** présente le détail des valeurs et sûretés reçues ou données en garantie suivant leur nature, certificats de sukuk y compris, en faisant ressortir les montants et les rubriques du bilan et du hors bilan auxquelles elles se rapportent.

L'établissement indique le montant des valeurs et sûretés données pour le compte des entreprises liées et des autres apparentés.

B.22 - Ventilation des emplois et des ressources suivant la durée résiduelle

L'état **B22** présente, hors intérêts et rémunérations courus, les emplois et les ressources, y compris ceux relatifs aux produits participatifs et dépôts d'investissement, ayant une échéance contractuelle, ventilés suivant leurs échéances.

Cet état est complété par des informations relatives aux échéances des opérations de hors bilan (engagements de financement, engagements sur titres, opérations en devises, opérations de taux d'intérêt, etc).

L'établissement fournit toutes informations pertinentes sur le degré de liquidité et de transformation (capacité d'endettement, exposition au risque de taux, facilités avec lesquelles l'établissement peut se procurer des fonds à des taux raisonnables, information sur les échéances réelles).

B.23 - Concentration des risques sur un même bénéficiaire

L'établissement indique le montant global des risques qui, individuellement, dépasse 10% des fonds propres nets ainsi que le nombre des bénéficiaires.

B.24 - Ventilation du total de l'actif, du passif et de l'hors bilan en monnaie étrangère

L'établissement fournit les principales rubriques de l'actif, du passif et de l'hors bilan libellés en monnaie étrangère pour leur contre-valeur en dirhams.

B.25 - Marge d'intérêt et marge sur financements participatifs (rubriques 1,2,3,5,6,7,11,12,13,14,15, et 16 du CPC)

L'établissement donne les commentaires appropriés sur la marge d'intérêt et la marge sur financements participatifs en indiquant :

- les capitaux moyens ayant contribué à la marge d'intérêt et à la marge sur financements participatifs, les taux moyens de rendement et les coûts moyens des ressources qui en résultent respectivement ;
- l'analyse, suivant cette même présentation, de l'évolution des intérêts perçus ou versés et des rémunérations (marges) perçues ou versées par rapport à la période comptable précédente en distinguant la variation liée à la modification du taux de rendement ou du coût des ressources et celle résultant de l'évolution des capitaux moyens ;
- le montant des intérêts perçus et le montant des intérêts versés sur des opérations effectuées avec des entreprises liées ;
- le montant des rémunérations (marges) perçues et le montant des rémunérations versées sur des opérations effectuées avec des entreprises liées ;
- le montant des intérêts perçus sur les créances subordonnées et celui des intérêts versés sur les dettes subordonnées ;
- le montant des rémunérations (marges) perçues sur les créances subordonnées et celui des rémunérations (marges) versées sur les dettes subordonnées ;
- le détail des commissions perçues ou versées sur les engagements de financement ou de garantie donnés ou reçus ;
- le montant des intérêts perçus ou versés relatifs aux exercices antérieurs ;
- le montant des rémunérations (marges) perçues ou versées relatives aux exercices antérieurs.

B.26 - Produits sur titres de propriété et certificats de sukuk (rubrique 4 du CPC)

L'établissement fournit la ventilation des produits des titres à revenu variable y compris les certificats de sukuk selon qu'ils se rapportent aux titres de placement, aux titres de participation, aux participations dans les entreprises liées ou aux emplois assimilés.

B.27 - Commissions (rubriques 8 et 17 du CPC)

L'établissement ventile les commissions perçues entre les commissions sur opérations avec les établissements de crédit, les commissions sur opérations avec la clientèle, les commissions sur opérations de change, les commissions relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres, les commissions sur produits dérivés, les commissions sur opérations sur titres en gestion ou en dépôt, les commissions sur moyens de paiement, les commissions sur activités de conseil et d'assistance, les commissions sur ventes de produits d'assurances, les commissions sur dépôts d'investissement reçus et les commissions sur autres prestations de service.

Les commissions sur prestations de service versées sont détaillées suivant les mêmes dispositions ci-dessus, lorsque leurs montants sont significatifs.

B.28 - Résultat des opérations de marché (rubriques 9 et 17 du CPC)

L'établissement commente et ventile les résultats des opérations de marché.

B.29 - Charges générales d'exploitation (rubriques 21,22, 23, 24 et 25 du CPC)

L'établissement commente et ventile :

- les charges de personnel en salaires et appointements, charges sociales, charges de retraite et autres charges de personnel ;
- les charges externes et les autres charges générales d'exploitation.

B.30 - Autres produits et charges

L'établissement commente et détaille les rubriques suivantes lorsque leurs montants sont significatifs et ne sont pas indiqués par ailleurs :

- autres produits et charges bancaires (rubriques 9 et 17 du CPC) ;
- produits d'exploitation non bancaire et charges d'exploitation non bancaire (rubriques 139 et 20 du CPC) ;
- dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables (rubriques 26, 27 et 228 du CPC) ;
- reprises de provisions et récupérations sur créances amorties (rubriques 29, 30 et 31 du CPC) ;
- produits et charges non courants (rubriques 32 et 33 du CPC).

B.31 - Ventilation des résultats par métier ou pôle d'activité et par zone géographique

L'établissement fournit une analyse des résultats (Produit net bancaire, résultat brut d'exploitation, résultat avant impôt) par métier ou pôle d'activité et par zone géographique tout en donnant une description de ces métiers ou pôles d'activité et en précisant les méthodes utilisées pour déterminer leurs contributions aux résultats.

B.32 - Passage du résultat net comptable au résultat net fiscal

L'état **B32** retrace le passage du résultat net comptable au résultat net fiscal, en faisant ressortir les réintégrations et les déductions fiscales ainsi que les reports déficitaires des exercices antérieurs.

Cet état est complété d'informations portant sur :

- la différence entre la charge fiscale imputée à la période comptable considérée et aux périodes antérieures et la charge fiscale déjà payée ou à payer au titre de ces périodes ;
- la ventilation de l'impôt sur les résultats entre la partie afférente au résultat courant et la partie qui se rapporte au résultat non courant.

B.33 - Détermination du résultat courant après impôt

L'état **B33** présente le résultat courant théoriquement imposable et mentionne le régime fiscal et les avantages octroyés notamment par le code des investissements.

B.34 - Détail de la taxe sur la valeur ajoutée

L'état **B34** donne le détail de la taxe sur la valeur ajoutée en indiquant le montant de la taxe sur la valeur ajoutée collectée, de la taxe sur la valeur ajoutée à récupérer, de la taxe sur la valeur ajoutée due et de la taxe sur la valeur ajoutée relative aux opérations de Mourabaha.

B. – Quote-part des titulaires des comptes de dépôts d'investissement dans les produits et charges de la banque

L'état **B** présente le détail de la quote-part des titulaires des comptes de dépôts d'investissement dans les produits et charges générés par les portefeuilles financés par leurs contributions et correspondant à l'agrégat « Part des titulaires de comptes de dépôts d'investissement » dans l'Etat des Soldes de Gestion.

Cet état fait ressortir la quote-part des titulaires de comptes dans le produit net bancaire, dans le résultat courant, à l'exception des charges générales d'exploitation supportées exclusivement par cette dernière, et dans le résultat non courant.

La banque précise également sa quote-part dans le résultat des opérations financées par dépôts d'investissement en tant que Moudarib.

C - Autres informations

C.1 - Répartition du capital social

L'état **C1** présente la liste des actionnaires détenant au moins 5 % du capital de l'établissement. Les parts revenant aux autres actionnaires peuvent être données globalement.

La dénomination de la société consolidante est précisée, le cas échéant.

C.2 - Affectation des résultats intervenue au cours de l'exercice

L'état **C2** donne l'affectation des résultats effectuée durant l'exercice.

C.3 - Résultats et autres éléments des trois derniers exercices

L'état **C3** présente certains éléments retraçant l'activité de l'établissement durant les trois derniers exercices.

C.4 - Datation et événements postérieurs

L'état **C4** présente des informations relatives :

- à la date de clôture de la période comptable considérée et au délai réglementaire pour l'établissement des états de synthèse ;
- aux événements nés postérieurement à la clôture de la période non rattachables à cette période et connus avant la première communication externe des états de synthèse.

C.5 - Rémunérations et engagements en faveur des dirigeants

L'établissement mentionne :

- le montant global des rémunérations allouées pendant la période à l'ensemble des membres des organes d'administration ou de surveillance et des membres des organes de direction, en raison de leurs fonctions ;
- le montant des crédits par décaissement accordés à ces mêmes personnes ;
- le montant des engagements pris pour le compte de ces dernières au titre d'une garantie quelconque ;
- les engagements en matière de retraite pris pour ces personnes ;
- le montant des engagements en matière de pension de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités.

Ces indications sont données de telle manière qu'elles ne permettent pas d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

C.6 - Effectifs

L'état **C6** indique l'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice.

C.7 - Titres et autres actifs gérés ou en dépôt

L'état **C7** indique le montant et la nature des actifs gérés pour compte de tiers notamment dans le cadre de mandats, ainsi que les modalités de leur gestion.

C.8 - Réseau

L'état **C8** donne le nombre de guichets, de succursales, d'agence et de bureaux de représentation de l'établissement selon leur statut et implantation géographique.

C.9 - Comptes de la clientèle

L'état **C9** donne le nombre des comptes de la clientèle selon la nature de ces comptes, y compris les comptes de dépôts d'investissement.

C. – Etat des actifs et passifs de la fenêtre participative

L'Etat **D** présente la situation patrimoniale propre à la fenêtre participative en termes d'emplois (actifs) et de ressources (passifs).

Bien que la fenêtre participative ne soit pas dotée d'une personnalité morale, les passifs décrivent les ressources ou origines du financement (en dépôts, en dotation en capital de la part de la banque et en reports sur sa quote-part dans les résultats des exercices antérieurs) à la disposition de la fenêtre participative à la date considérée.

Les actifs décrivent les emplois économiques qui sont faits, à la même date, de ces capitaux (emplois en créances, en titres et en biens).

C. – Compte de produits et charges de la fenêtre participative

Le compte de produits et charges de la fenêtre participative récapitule les produits et les charges de la période comptable considérée respectivement générés et supportés exclusivement par l'activité de la fenêtre.

D - Informations sur le système de gestion des risques

L'établissement décrit de manière claire et précise sa stratégie dans la gestion et la maîtrise des différentes natures de risques. Cette description doit couvrir, notamment, les domaines ci-dessous.

D.1 - Contrôle interne

L'établissement décrit l'organisation et les moyens du dispositif de contrôle interne. Il précise notamment les points ci-dessous.

1. Les objectifs généraux assignés au contrôle interne et les moyens mis en place, en précisant si ces objectifs et moyens sont formalisés par un document approuvé par le conseil d'administration, ou le conseil de surveillance, fréquemment appelé « charte d'audit ».
2. L'organisation générale du dispositif de contrôle interne en précisant notamment le niveau de responsabilité des différents organes qui interviennent dans le contrôle interne et leur rôle respectif : conseil d'administration ou conseil de surveillance, président ou directeur général ou directoire, inspection et audit, responsables hiérarchiques des différentes activités.
3. Les différents niveaux de contrôle existants et les responsabilités de chacun de ces niveaux sont précisés.
4. L'établissement précise de quelle manière l'indépendance est respectée entre les unités chargées de l'engagement des opérations et les unités chargées de leur validation, notamment comptable, et de leurs règlements.
5. Le rattachement hiérarchique de l'audit ou de l'inspection est indiqué en précisant quels sont ses effectifs, ses méthodes de travail et son organisation. Il est précisé également, sans que cette liste soit limitative, les points suivants : l'existence d'un programme pluriannuel prévoyant le contrôle exhaustif de l'ensemble de l'établissement, suivant quel cycle les unités opérationnelles, ou fonctionnelles, sont contrôlées, les éventuels domaines qui échapperaient à la compétence de l'audit ou de l'inspection, la synthèse des travaux effectués durant l'exercice, les principales recommandations qui s'en dégagent et la manière dont l'établissement les a mises en application ou compte les mettre en application.
6. Les outils d'information et de pilotage y compris le contrôle de gestion, mis en place pour mesurer les risques et la rentabilité.
7. La fréquence avec laquelle le conseil d'administration ou le conseil de surveillance, délibère sur le contrôle interne en précisant pour l'exercice écoulé le nombre de fois où le contrôle interne a fait l'objet d'un examen et les principales décisions prises, les conditions

dans lesquelles les administrateurs non dirigeants ont accompli leur mission conformément à l'article 76 de la loi sur les sociétés anonymes.

D.2 - Comités techniques

L'établissement précise les conditions dans lesquelles il a pu mettre en application les articles 51 et 76 de la loi sur les sociétés anonymes.

Il précise, s'il a été constitué un comité d'audit, ou comité des comptes, sa composition en indiquant quels sont les administrateurs indépendants n'ayant aucun lien avec l'établissement et les tiers, son mode de fonctionnement, ses attributions, ses pouvoirs, le nombre de réunions tenues durant l'exercice écoulé, la synthèse de ses activités, les principales recommandations qu'il a formulées et la manière dont l'établissement les a mises en application ou a l'intention de les mettre en application.

Les autres comités font, le cas échéant, l'objet de la même description.

D.3 - Risque de crédit

L'établissement décrit de manière claire et précise la manière dont il gère le risque de crédit. Il précise notamment les points ci-dessous.

1. La politique de crédit et de la division des risques adoptée par l'établissement en précisant les critères de sélection des crédits en terme de segments de clients, de secteurs d'activités, de zones géographiques, d'encours maximum par bénéficiaire, de couverture du risque de crédit par les marges, la tarification et les garanties, le niveau de risque accepté.
2. L'organisation de la fonction crédit avec la description des différents échelons intervenant dans le processus d'autorisation ainsi que le système de limites existant. L'établissement précise si ces procédures s'appliquent à l'ensemble des crédits ou s'il existe des secteurs échappant à ces procédures. Il précise également à partir de quel montant, deux personnes au moins interviennent, à chacun des échelons, pour autoriser les crédits.
3. Les conditions dans lesquelles le principe de la séparation entre la fonction qui autorise les engagements, la fonction qui les réalise et la fonction qui les enregistre est respecté.
4. Les procédures d'octroi de crédit aux personnes physiques ou morales apparentées, ayant des liens avec l'établissement ainsi que les dispositions prises pour s'assurer que ces crédits sont consentis suivant des conditions normales.
5. Les procédures de centralisation au niveau du siège de l'ensemble des risques, bilan et hors bilan, portant sur un même bénéficiaire. L'établissement, considéré comme entreprise mère, précise dans quelles conditions ces risques sont centralisés au niveau du groupe.
6. L'existence, le cas échéant, d'une unité indépendante des unités opérationnelles, qui procède à la révision des dossiers avec l'indication de son fonctionnement, de ses pouvoirs, de la périodicité des révisions, des critères de révision et des conséquences de ses décisions.
7. L'organisation et les procédures permettant de recueillir les informations, de surveiller l'évolution des risques attachés aux crédits octroyés et de détecter de façon précoce les difficultés financières d'un emprunteur.
8. Le système de cotation, ou notation, interne des crédits en précisant les principales notes retenues, leur description succincte, leur mode d'attribution et son mode de révision. Il est précisé également la périodicité suivant laquelle une analyse de l'évolution de la qualité des engagements est entreprise permettant de déterminer, pour les opérations dont l'importance est significative, les changements de notation éventuellement nécessaires et, le cas échéant, les affectations dans les créances en souffrance et les niveaux appropriés de provisionnement.
9. Le système de provisionnement des crédits à risque et des créances en souffrance est précisé. Lorsqu'une méthode statistique de provisionnement préalable, basée sur l'extrapolation des risques passés et complétée par une évaluation de l'évolution prévisible,

est utilisée, l'établissement décrit les caractéristiques de cette méthode et les résultats obtenus.

10. La périodicité de revue des dossiers de crédits, et des garanties, aux entreprises et les périodicités particulières de revue des dossiers sensibles.

11. Le ratio de solvabilité est mentionné en précisant la part représentée par les fonds propres de base ou tier 1.

12. Les conditions dans lesquelles le conseil d'administration, ou le conseil de surveillance, a délibéré sur ce sujet, a approuvé ce dispositif ou a pris des décisions.

D.4 - Risques de marché

Les risques de marché s'entendent des opérations bilan et hors bilan portant sur les instruments financiers suivants :

- les titres classés dans les portefeuilles « Titres de transaction » et « Titres de placement » ;
- les titres à recevoir et à livrer afférents aux deux portefeuilles ci-dessus mentionnés y compris les rémérés ;
- les titres à recevoir et les titres à livrer afférents aux interventions à l'émission sur le marché primaire ou sur le marché gris ;
- les produits dérivés classés dans la catégorie « Opérations de transaction » et ceux classés dans la catégorie « Opérations de couverture isolées » dans la mesure où ils ont pour objet de couvrir une opération classée dans l'un des deux portefeuilles ci-dessus mentionnés ;
- les opérations de change à terme et au comptant et, d'une manière générale, les opérations concourant au risque de change telles que traduites par les comptes de position de change.

L'établissement précise le dispositif mis en place pour gérer les risques de marché incluant, notamment, pour ce qui est du risque de change, le respect des dispositions contenues dans le code déontologique des marchés des changes.

Les points ci-dessous sont en outre précisés.

1. La politique de l'établissement dans ce domaine en précisant les stratégies d'intervention, les moyens humains et techniques mis en place.
2. Le système mis en place pour mesurer les risques et, notamment, le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque sur les titres de propriété, le risque sur les produits dérivés, le risque de règlement-livraison et le risque de liquidité.
3. Le système de limites mis en place pour maîtriser les risques et, notamment, le système de limites pour le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque sur les titres de propriété et le risque de règlement-livraison.
4. Le système de « stop loss », ayant pour objet de clôturer immédiatement une position dès que les pertes atteignent un montant maximum fixé d'avance, mis en place pour ces différentes natures de risques et, notamment, le risque de change.
5. La description des outils qui, le cas échéant, ont été mis en place pour gérer le risque de perte potentiel maximum, dans les conditions normales du marché, et les scénarios de crise impliquant une variation anormale des conditions du marché. Les différentes hypothèses retenues, dans ces différents scénarios, sont mentionnées de même que les résultats obtenus dans ces conditions.
6. Le système de limites de contrepartie afférent à ces opérations incluant les limites du risque de règlement-livraison.
7. Le strict respect de la séparation et de l'indépendance du « back-office » par rapport au « front-office ».

8. Lorsque l'établissement exerce plusieurs métiers telles que la gestion pour compte propre, la gestion d'OPCVM et la gestion de patrimoines de la clientèle, il précise quelles sont les procédures et les règles déontologiques en vigueur destinées à assurer la transparence et préserver les intérêts des tiers et les procédures destinées à résoudre, le cas échéant, les conflits d'intérêts.

9. Le dispositif de surveillance destiné à s'assurer du respect de ces limites et des procédures internes ainsi que de la validation des outils.

10. Les conditions dans lesquelles le conseil d'administration, ou le conseil de surveillance, a délibéré sur ces sujets, a approuvé ces limites et examiné les résultats de ce dispositif ou pris des décisions.

D.5 - Risque global de taux d'intérêt

L'établissement décrit dans quelle mesure le risque global de taux d'intérêt, incluant l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, est géré. Il précise, notamment, les points ci-dessous.

1. La politique de l'établissement en matière de gestion du risque global de taux d'intérêt.
2. Les outils mis en place pour mesurer le risque global de taux d'intérêt. Les caractéristiques de ces outils et les hypothèses retenues sont mentionnées.
3. L'incidence sur les résultats de l'établissement d'une variation normale des taux d'intérêt ainsi que les résultats d'un scénario de crise impliquant une variation anormale des taux d'intérêt est mentionnée.
4. L'existence, le cas échéant, d'une unité spécialisée ayant pour objet de mesurer et de gérer le risque global de taux d'intérêt.
5. Les conditions dans lesquelles le conseil d'administration, ou le conseil de surveillance, a délibéré sur ces sujets, a examiné les résultats de cette gestion et a pris ou approuvé des décisions.

D.6 - Risque de liquidité

L'établissement mentionne sa politique en matière de gestion du risque de liquidité. Il confirme le respect du ratio de liquidité prescrit par Bank Al-Maghrib.

D.7 - Risques opérationnels

Les risques opérationnels comprennent :

- la défaillance des circuits d'information ;
- la défaillance du système comptable : non justification des comptes et perte de la piste d'audit ;
- la défaillance des procédures de contrôle ;
- les fraudes, détournements, falsifications ;
- le risque juridique ;
- la défaillance de la sécurité informatique.

L'établissement précise le dispositif de contrôle mis en place pour gérer les risques opérationnels. Il précise, notamment, les points ci-dessous.

1. L'existence de procédures opérationnelles écrites qui prévoient pour chaque activité la sécurité des transactions, la séparation des fonctions et l'efficacité du traitement des opérations.
2. Les dispositions en vigueur destinées à assurer l'application des règles comptables découlant du plan comptable des établissements de crédit, la justification des comptes et la préservation de la piste d'audit.
3. Les dispositions prises pour assurer un niveau minimum de sécurité informatique en précisant, notamment, les points suivants : la disponibilité de procédures de secours

informatiques, la disponibilité d'une documentation adéquate relative aux analyses, à la programmation et à l'exécution des traitements, la réalisation de contrôles périodiques du système informatique, les actions correctrices entreprises en cas de constatation de faiblesses.

D.8 - Actifs à risque, restructurés, improductifs et en souffrance

L'établissement précise le montant des actifs à risque, restructurés, improductifs et en souffrance, les provisions correspondantes ainsi que l'impact de ces actifs sur sa rentabilité.

1. Les actifs à risque sont ceux qui ne figurent pas parmi les créances en souffrance mais qui, en raison de la mauvaise situation du débiteur, de la constatation d'impayés, d'incidents de paiement, ou d'autres éléments d'appréciation, font craindre que le débiteur ne puisse faire face à ses engagements. Il peut s'agir, notamment, des créances sur les clients qui, dans le système de cotation interne des établissements, sont classées dans les catégories « à risque », « sensibles », « sous surveillance » ou équivalent. Il peut s'agir aussi de crédits restructurés ou consolidés qui n'ont pas donné lieu à une remise significative sur le taux d'intérêt et qui, à ce titre, ne figurent pas dans la catégorie des créances improductives.

2. Les actifs restructurés qui découlent de toute opération ayant pour effet de transformer une créance à risque ou en souffrance en une autre créance ou actif et qui se traduit pour l'établissement par une perte de substance. Peuvent, notamment, être classées dans cette catégorie les opérations suivantes :

- la consolidation qui consiste à regrouper les créances, impayées et non échues, et les intérêts dus, en une nouvelle créance qui fait l'objet d'un rééchelonnement avec un nouvel échéancier ;
- une remise d'intérêts ou une remise sur le principal ;
- une dation en paiement qui consiste pour un débiteur à donner un actif en paiement de sa dette ;
- l'échange, ou la substitution, d'une créance contre des titres émis par le débiteur ou contre un autre actif.

3. Les actifs improductifs sont ceux dont le rendement est nul ou ne permet pas de couvrir le coût de refinancement et de traitement. Peuvent, notamment, se ranger dans cette catégorie :

- les crédits consolidés ou restructurés ayant donné lieu à une remise sur les intérêts ;
- les anciennes créances en souffrance reclassées dans un compte de créances saines sans qu'une durée suffisante ait permis d'acquérir l'assurance que les nouveaux termes du crédit seront respectés et dont les intérêts, à ce titre, sont réservés ;
- les titres, actions ou obligations, provenant de crédits restructurés par substitution, ou par échange, pour leur valeur nominale ;
- les actifs acquis par dation en paiement ou adjudication dont le rendement est faible ;
- les actifs immobiliers provenant d'opérations de promotion et qui, en raison notamment de la situation du marché immobilier, ne trouvent pas acquéreur à des conditions satisfaisantes ;
- les crédits consentis à des filiales ou des apparentés comportant un faible taux d'intérêt.

4. Les créances en souffrance sont définies par Bank Al-Maghrib.

ANNEXE – MODELE DES ETATS DE SYNTHESE (INDIVIDUELS)